

Service clients : 350 rue du Bois de Rose 45760 Vennecy  
Contact : serviceclients.dpl@loreal.com Tél : 01 57 77 19 86  
Service comptabilité clients: 30 rue d'Alsace 92300 Levallois Perret  
Contact : comptabiliteclients.france@loreal.com Tél : 09 71 07 90 19  
Votre représentant(e) : Mlle CAROLINE DUPHIL

**Magasin:** SRA CARRE OPERA  
SAS SRA CARRE OPERA  
54 RUE DE LA CHAUSSEE D ANTIN

75009 PARIS

**Livraison:** LIVR SRA CARRE OPERA CHEZ HORIZON  
5 AVENUE DU PACIFIQUE  
FR-91940 LES ULIS France

SRA CARRE OPERA  
SAS SRA CARRE OPERA  
54 RUE DE LA CHAUSSEE D ANTIN  
75009 PARIS

**Facture : 705610410 du 13.05.2024**  
Livraison : 86494177  
Expédition 00001114400649437 SAS SPEED  
N° TVA FR80922169743  
Compte 649436 Client N° 649436

Code EAN	Désignation	Qté	Tarif	%RSF CGV/CU	%RSF marché	Prix net	Montant HT (Euros)
Votre référence : Notre référence : 56440823							
3614271701510	BT WTL MILK F P200ML SPF50 NF	24	22.47	13.00	20.01	15.05	361.20
<b>Sous-total HT Commande 56440823</b>							361.20
-----Produits manquants à recommander-----							
3614271701503	BT WATERLOVE MILK F P200ML SPF30 NF						
3614272459052	BT WTL SUN MIST SPF30 S200ML NF						
3614270202148	CREME NACREE HYD T200ML NF						
3367729012354	LAIT REHYDR APAIS F400ML R22						
3614273081719	LAIT REHYDR APAIS T200ML R22						
3605540654439	LT SOL SPF30 F400 FGSP R21 NF						
3605540654859	LT SOL SPF50 F400 FGSP R21 NF						
3614273762717	WATERLOVER MILKY SUN SPRAY SPF50 NF						
3614273760430	WTL AA FACE CREAM SPF30 AGECE						
3614273760423	WTL AA FACE CREAM SPF50 AGECE						
3614273490559	WTL Hyd sunmilk SPF30 T200ml R23						
3614273490566	WTL Hyd sunmilk SPF50+T200ml R23						
<b>MODALITES DE PAIEMENT : L.C.R.</b>							
<b>Le 15.06.2024 de 433.44 TTC</b>							
<b>1751590000 08019694763 21</b>							

Service clients : 350 rue du Bois de Rose 45760 Vennecey  
 Contact : serviceclients.dpl@loreal.com  
 Service comptabilité clients : 30 rue d'Alsace 92300 Levallois Perret  
 Contact : comptabiliteclients.france@loreal.com  
 Votre représentant(e) : Mlle CAROLINE DUPHIL

Tél : 01 57 77 19 86

Tél : 09 71 07 90 19

**Facture : 705610410 du 13.05.2024**

Livraison : 86494177

Expédition 00001114400649437 SAS SPEED

N° TVA FR80922169743

Compte 649436

Client N° 649436

**Magasin:** SRA CARRE OPERA  
 SAS SRA CARRE OPERA  
 54 RUE DE LA CHAUSSEE D ANTIN

75009 PARIS

**Livraison:** LIVR SRA CARRE OPERA CHEZ HORIZON  
 5 AVENUE DU PACIFIQUE  
 FR-91940 LES ULIS France

SRA CARRE OPERA

SAS SRA CARRE OPERA

54 RUE DE LA CHAUSSEE D ANTIN

75009 PARIS

Code EAN	Désignation	Qté	Tarif	%RSF CGV/CU	%RSF marché	Prix net	Montant HT (Euros)

Nous vous remercions de bien vouloir libeller votre règlement au nom de  
 L'OREAL FRANCE, et de l'adresser au  
 Service Trésorerie Affaires Marché France  
 Autorisation 27250  
 92535 LEVALLOIS PERRET CEDEX

<b>Escompte</b>	
<b>Total HT</b>	361.20
<b>Total TVA 20.00 %</b>	72.24
<b>Total TTC</b>	433.44

ESCOMPTE: 0,7% à calculer sur le montant H.T. de la présente facture, en cas de règlement au comptant, sous  
 8 jours date de facture. L'application de l'escompte donnera lieu à une réduction proportionnelle de la TVA déductible.

DEFAUT DE PAIEMENT: application de plein droit de:  
 - pénalités de retard calculées sur la base de 3 fois le taux d'intérêt légal en vigueur à la date de la présente facture,  
 calculé sur le montant T.T.C. de celle-ci, et  
 - une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

PAPILLON A DECOUPER ET A JOINDRE  
 AVEC VOTRE REGLEMENT - MERCI

Compte 649436 Client 649436  
 FACTURE 705610410  
 du 13.05.2024  
 de (Euros) 433.44

## CONDITIONS GENERALES DE VENTE 2024 (Extrait)

**L'OREAL FRANCE** (SNC dont le siège social est sis 30 rue d'Alsace – 92300 Levallois-Perret, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 919 434 894), agissant pour sa Division Luxe (ci-après dénommée la « Société »), distribue en France métropolitaine et dans la principauté de Monaco (ci-après « le Territoire ») les produits de cosmétique et de parfumerie de luxe notamment des marques **AZARRO - BOTHERM - CACHAREL - CARTA - DIESEL - GIORGIO ARMANI PARFUMS – GIORGIO ARMANI PRIVE - GIORGIO ARMANI BEAUTY - GIORGIO ARMANI SOIN - HELENA RUBINSTEIN - TR COSMETICS – KIEHL'S – LANCÔME – L'ANGLAIS – MAISON MARGIELA - MUGLER – PRADA - RALPH LAUREN – VALENTINO - VIKTOR & ROLF - YVES SAINT LAURENT BEAUTE -** (ci-après dénommés les « Produits »).

Toutes les ventes consenties par la Société sont effectuées dans le cadre des conditions de collaboration indiquées dans les Conditions Générales de Vente, les Conditions Générales d'Agrement et dans le Contrat de Distributeur Sélectif (ci-après dénommé le « Contrat ») de la marque concernée, que le distributeur sélectif a signé et qui l'autorise à distribuer les Produits de tout ou partie desdites marques. Elles ne sont applicables qu'aux seuls Clients livrés et facturés sur le Territoire.

Les Conditions Générales de Vente reflètent les fondements de la politique commerciale de la Société et ont pour objectif d'organiser les relations avec ses clients distributeurs (ci-après les « Clients »).

Les présentes Conditions Générales de Vente annulent et remplacent toutes les éditions précédentes, et ont été établies conformément à la réglementation en vigueur à la date de leur prise d'effet. La Société se réserve le droit d'apporter à tout moment des modifications aux Conditions Générales de Vente, notamment pour tenir compte de changements dans la réglementation, moyennant le respect d'un préavis de huit (8) semaines.

Les Conditions Générales de Vente constituent le socle unique de la négociation commerciale. Elles régissent seules les ventes de Produits de la Société. Toute autre condition, sous réserve qu'elle ne soit pas contraire aux présentes, ne sera valable que si elle a été préalablement acceptée et par écrit, par la Société. En tout état de cause, toute clause des Conditions Générales de Vente non contraires aux accords particuliers conclus avec le Client demeureurs applicables.

Si le Client établit des conditions d'achat et/ou un accord commercial type, il s'engage à les communiquer à la Société au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre de l'année précédant celle de leur application. Il est précisé que leur transmission ne remet pas en cause le rôle et la portée des Conditions Générales de Vente en tant que socle unique de la négociation commerciale. A ce titre, la communication des Conditions Générales de Vente par la Société implique dénonciation, de plein droit, des conventions annuelles en vigueur. Les négociations devront être menées dans le respect mutuel des conditions, le moyennant le respect de bon droit. En cas d'échec, en l'absence d'accord sur le prix convenu à la date butoir légale, conformément à l'article L443-8 du Code de commerce, la Société pourra décider soit de mettre fin avec effet immédiat à toute relation commerciale avec le Client, soit demander l'application d'un préavis conforme au II de l'article L442-1 du même Code. Le Client prendra sous sa responsabilité toutes mesures de nature à assurer le respect des obligations découlant des présentes Conditions Générales de Vente.

Il est rappelé que le Client est libre et seul responsable de la fixation de ses prix de revente. Par conséquent, le Client est exclusivement responsable de la marge bénéficiaire qui résulte de la fixation par ses soins du prix de revente des produits, sans recours possible auprès de la Société pour en compenser toute baisse.

**Le présent document est un extrait des Conditions Générales de Vente. Il n'a pas vocation à être exhaustif et ne pourra donc en aucun cas prévaloir sur les Conditions Générales de Vente établies pour chacune de ses marques par la Société, applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 et dont un exemplaire est communiqué au Client pour chacune des marques et pour lesquelles il a été agréé par la Société pour tout ou partie des points de vente qu'il exploite. L'utilisation du terme « Conditions Générales de Vente » dans le présent document fait donc référence aux Conditions Générales de Vente applicables à chacune des marques.**

### I. CHIFFRE D'AFFAIRES MINIMUM ANNUEL

Le cas échéant, pour les marques pour lesquelles un Chiffre d'Affaires minimum annuel est exigé, le Client s'engage à ce que ses commandes de Produits auprès de la Société, réalisées du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2024 permettent à la Société d'atteindre avec celui-ci, par point de vente, un Chiffre d'Affaires minimum, dont le montant pour chaque Marque est défini au sein des Conditions Générales de Vente.

### II. PRIX DES PRODUITS ET REDUCTIONS DE PRIX

Les prix des Produits sont fixés par le tarif en vigueur à la date de passation de la commande (ci-après dénommé le « Tarif »). Ils s'entendent hors taxes. Ils sont fixés en fonction des conditions économiques actuelles. La Société se réserve le droit de les modifier à tout moment en cas de fluctuation de ces conditions, moyennant le respect d'un préavis de huit (8) semaines. Il est précisé que l'exercice de ce droit par la Société ne saurait avoir pour effet automatique la renégociation de l'éventuelle convention écrite conclue entre les Parties.

Tout client qui passe commande après l'envoi d'une notification relative à l'entrée en vigueur d'un nouveau Tarif, pour livraison à compter de sa prise d'effet, est réputé avoir accepté ce nouveau Tarif nonobstant toute condition contraire figurant notamment dans la commande.

Le cas échéant, le Client pourra bénéficier d'un certain nombre de réductions de prix (remises ou ristournes de fin d'année) dans les conditions définies aux Conditions Générales de Vente.

Tout droit éventuel à remise ou ristourne de fin d'année est subordonné (i) au paiement à l'échéance à la Société des factures dues et (ii) au respect par le Client des obligations lui incombant et figurant au Contrat. Ainsi, par exemple, la découverte de Produits chez un distributeur non-agréé, identifiés à la Société, réalisés et livrés par le Client, pourra entraîner immédiatement et de plein droit la suppression pure et simple de ce droit à remise ou ristourne de fin d'année, en sus des stipulations prévues au Contrat, ainsi que la facturation des frais de procédure engagés par la Société.

Il est précisé que les avoirs émis par la Société relatifs aux ristournes consenties le cas échéant au Client, seront établis en HT. Le chiffre d'affaires à prendre en considération, le cas échéant, pour le calcul des ristournes et des services rendus par le Client au titre de l'article L441-3, III, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> du Code de commerce, correspond au Chiffre d'Affaires (tel que ce terme est défini aux Conditions Générales de Vente). Il s'entend, pour la période concernée, des facturations de Produits de la Société au Client, effectivement encaissées par la Société, nettes de toute taxe, des déductions portées sur factures, des reprises et des avoirs rectificatifs (litiges pri ou quantités).

En tout état de cause, aucune ristourne de fin d'année ne constitue un droit acquis pour le Client. Seule la réalisation de la condition nécessaire à l'obtention de la ristourne justifiera l'octroi de ladite ristourne.

### III. COMMANDE - EXPEDITION - LIVRAISON - RECLAMATION

Les commandes doivent être passées selon les standards de conditionnement (PCB ou SPCB), indiqués au Tarif. Au cas où la quantité commandée ne correspondrait pas à un standard ou à un multiple de standard, la Société se réserve le droit d'arrondir et de facturer la commande au standard le plus proche.

Les commandes sont enregistrées au jour le jour dès leur réception et il est impossible de modifier une commande en cours.

La Société se réserve le droit de refuser une commande dont le montant est déraisonnable au vu du montant moyen de commande habituel ou du potentiel de revente estimé du point de vente concerné, ou communiquée tardivement au regard des quantités disponibles.

Les expéditions sont faites franco de port et d'emballage pour toute commande d'un montant minimum de trois cents (300) euros H.T. net. Toutefois, toute commande inférieure au montant pour faire l'objet d'une facturation à frais de trente (30) euros H.T. Ces montants peuvent être révisés en fonction des augmentations tarifaires et/ou des coûts de distribution physique.

Le délai de livraison est normalement celui indiqué dans le calendrier de livraison défini par la Société. Le non-respect de ce délai ne saurait cependant en aucun cas donner lieu à résiliation, pénalités, dommages et intérêts ou prorogation des délais de paiement, sans que (i) la Société n'ait été mise en mesure de constater la réalité du grief allégué, (ii) les conditions de l'article L. 441-17 du Code de commerce ne soient remplies et (iii) la Société ait donné son accord expresse et écrit.

La livraison ne peut intervenir que si le Client est à jour de l'ensemble de ses obligations envers la Société. A défaut, la Société se réserve le droit de suspendre la livraison des commandes en cours ou à venir jusqu'à satisfaction complète desdites obligations. Les Produits, même vendus franco de port, voyagent aux risques et périls du Client, quelle que soit la méthode d'expédition. Le transport des Produits est exclusivement assuré et financièrement pris en charge par la Société qui se réserve donc le choix du moyen, du transporteur et du lieu de départ de ses livraisons.

La Société pourra exiger le paiement de toute livraison refusée par le Client alors qu'elle est conforme à la commande et de frais de dossier de soixante quinze (75) euros H.T., hors frais de transport aller et retour.

Lors de la livraison, le Client doit dater et signer le récépissé présenté par le transporteur. Il doit porter sur ce document les éventuelles non-conformités qu'il aurait pu constater (Produits abîmés, produits manquants, colis manquants) puis confirmer et détailler ces réserves au Service Clients de la Société dans les cinq (5) jours ouvrés à compter de la date de livraison des Produits. De plus, en cas d'avarie ou de perte partielle, le Client devra notifier au transporteur, dans les trois (3) jours à compter de la date de livraison des Produits, sa protestation motivée, par lettre recommandée, conformément à l'article L. 133-3 du Code de commerce. Passé ce délai de trois (3) jours, aucune réclamation sur la non-conformité des Produits livrés avec ceux commandés ne pourra être admise auprès de la Société.

### IV. REPRISE DE PRODUITS

A la suite de l'adoption de la loi AGEC et plus généralement pour répondre aux enjeux environnementaux, fournisseurs et distributeurs doivent s'engager à lutter contre le gaspillage et limiter la production des déchets.

Dans ce cadre, la reprise doit obligatoirement faire l'objet, au préalable d'un accord formel du représentant de la Société ou de l'interlocuteur commercial du Client au sein de la Société. Tout retour ne respectant pas la procédure définie aux Conditions Générales de Vente de la marque concernée dont relève le Client, sera refusé. Toute reprise sera faite par la Société ou, le cas échéant, le tiers qu'elle a mandaté à cet effet, sur le lieu de livraison des Produits.

Les Produits défectueux, périmés ou altérés par la faute ou la négligence du Client, sont repris, mais non remboursés, sauf convention particulière.

Tout avoir faisant suite à une reprise de Produits sera établi avec l'abattement minimum de 20% sur le Tarif en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier de l'année précédente, abatement majoré des avantages commerciaux consentis lors de la facturation desdits Produits.

Dans l'hypothèse où le Contrat est résilié par le Client qui ne souhaite plus être Distributeur Sélectif pour une ou plusieurs marques, le Client devra écouler le stock des Produits en sa possession durant les trois (3) mois de préavis, soit auprès des consommateurs de son point de vente, soit, conformément au Contrat, auprès des Distributeurs Sélectifs de la/des marque(s) concernée(s). A l'issue de ces trois (3) mois, le Client ne sera plus Distributeur Sélectif. Conformément au Contrat, il devra faire disparaître tout signe, inscription ou indication de nature à faire croire qu'il garde un lien quelconque avec la Société.

En aucun cas, la reprise des Produits n'est une obligation incombant à la Société qui se réserve le droit de reprendre ledit stock de Produits dans les conditions du présent article. Avec l'accord préalable et exprès de la Société, le Client pourra alors détruire le stock de Produits.

### V. EFFET INDESIRABLE – RETRAIT – RAPPEL

Le Client s'engage à transmettre dans délai à la Société à toute réclamation émanant d'un consommateur au titre d'un effet indésirable lié à l'utilisation d'un Produit, à l'adresse e-mail suivante : [retraitclient@loreal.paris.fr](mailto:retraitclient@loreal.paris.fr) et b) toute demande de l'administration sur les Produits, à l'adresse e-mail suivante : [azm@rd.loreall.com](mailto:azm@rd.loreall.com) et ce, afin notamment de permettre à la Société de remplir ses obligations prévues à l'article 23 du Règlement n°1223/2009 relatif à la cosmétovigilance. Dans l'hypothèse où les Produits seraient visés par une procédure de retrait ou de rappel, le Client s'engage à collaborer avec la Société pour la mise en œuvre de ladite procédure.

### VI. CONDITIONS DE REGLEMENT

Les règlements seront effectués :

- soit à trente (30) jours date de facture, net sans escompte.
- soit au comptant, sous huit (8) jours date de facture, déduction faite d'un escompte de caisse de 0,7 % à calculer sur le montant H.T. L'application d'un escompte donnera lieu à une réduction proportionnelle de la TVA déductible. Le Client est d'ores et déjà informé que, entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 1<sup>er</sup> juin 2024, l'escompte sera progressivement supprimé et remplacé par une remise sur facture de 0,7%, uniquement pour les paiements par prélèvement (8) jours, qui sera calculé sur le montant total HT de la commande. Ainsi, l'escompte mentionné ci-dessus sera définitivement supprimé à compter du 1<sup>er</sup> juin 2024.

Dans le cadre de ses démarches environnementales, la Société informe ses Clients qu'elle souhaite privilégier la dématérialisation de ses flux d'envoi de documents commerciaux (moyens de paiement, factures, avoirs...).

Au son souci de fiabilité et de garantie de paiement à l'échéance convenue, les règlements seront effectués par virement, prélèvement SEPA ou Lettre de Change Relevé (LCR). Il est rappelé que la Société n'accepte pas les règlements par chèque, sauf régularisation d'une situation litigieuse après accord de la Société. En tout état de cause, quel que soit le mode de paiement choisi, le Client s'engage à le maintenir sur l'année calendaire, sauf accord préalable de la Société.

Les factures de la Société sont établies en euros et payables à la Comptabilité Clients de la Société, quel que soit le mode de paiement. Toute ouverture de compte auprès de la Société à la suite de l'agrement de tout ou partie des points de vente du Client, et/ou toute modification de ses coordonnées bancaires par le Client impliquera pour ce dernier d'adresser un RIB original (issu d'un chéquier ou lettre de banque) à la Comptabilité Clients de la Société.

En cas de paiement par LCR, un arrondi au 5, 15, 25 de chaque mois sera consenti. Conformément à l'article L441-9 du Code de Commerce, le règlement est réputé réalisé à la date à laquelle les fonds sont à la disposition de la Société. Les délais de règlement effectifs se calculent ainsi entre la date de facture et la date de mise à disposition des fonds. Les intérêts de retard éventuels seront donc calculés depuis la date d'échéance du délai de paiement jusqu'à la date de mise à disposition des fonds si celle-ci est postérieure.

Les fonds sont réputés être mis à disposition :

- pour un virement, s'il est effectué vingt-quatre (24) heures avant l'échéance du délai de paiement,
- pour une traite, si elle est parvenue à la Société douze (12) jours avant la date de l'échéance du délai de paiement.

Conformément à l'article L. 511-15 du Code de commerce, les traites envoyées à l'acceptation devront être retournées acceptées, dans un délai de vingt (20) jours à partir de la date de facture ou de relevé. Passé ce délai, le défaut d'acceptation entraînerait de plein droit, sans mise en demeure préalable, la déchéance du terme.

En cas de détérioration du crédit du Client, la Société se réserve la possibilité d'exiger que le délai de paiement des factures soit ramené à 30 jours ou au comptant. Le Client s'engage à verser au préalable à l'acceptation à exécuter celui garanti par un tiers assureur indépendant et sélectionné par la Société devra fournir une garantie bancaire et/ou verser un acompte à la date de passation de la commande et le solde à la date de livraison) et ce jusqu'au ce que l'encours du Client soit de nouveau garanti par le tiers assureur indépendant sélectionné par la Société. En tout état de cause, pour chaque situation, les modalités seront à définir avec la Société. Dans l'hypothèse où le Client refuserait lesdites modifications des conditions de règlement, ses commandes ne pourront pas être validées par la Société. Pour tout nouveau Client, la Société se réserve la possibilité d'exiger une caution bancaire auprès d'un établissement bancaire notoirement solvable.

De convention expresse, le Client renonce à tout recours au titre d'une des factures ou de l'un des avoirs de la Société, une fois écoulé le délai de trente (30) jours suivant la date figurant sur les factures ou les avoirs.

Les factures de prestation de service établies après réalisation des services par le Client, prestataire du service demandé, ne sont compensables avec les factures de fourniture de produits de la Société que sous réserve qu'une notification préalable ait été transmise à la Société et que les conditions légales soient remplies. En aucun cas le Client ne pourra se démettre d'office des sommes qu'elles estiment dues par notre Société. Toute compensation / déduction non préalablement convenue sera assimilée à un défaut de paiement justifiant la suspension des livraisons et le paiement d'indemnités de retard. La Société se réserve le droit de recouvrer par tout moyen à sa convenance les sommes qui seraient ainsi déduites. Elle sera, en outre, fondée à exiger la livraison contre remboursement des commandes ultérieures. Au cas où la Société serait débiteuse vis à vis du Client, les sommes dues seront réglées au Client par application du principe de réciprocité des délais de paiement.

### Clauses particulières :

- Si (i) la Société a enregistré, avec le Client, un Chiffre d'Affaires total\* hors taxes de plus de 20 000 euros (ou de tout autre montant qui serait, le cas échéant, indiqué aux termes des Conditions Générales de Vente de chacune des marques) au cours de l'année civile précédente et si (ii) aucun retard de règlement n'est intervenu pendant la même période, un délai de 45 jours date de facture, net sans escompte, lui sera accordé. Pour tout retard de paiement, ce délai sera ramené à 30 jours pendant une durée de 6 mois, sans préjudice de la possibilité d'appliquer les stipulations prévues en cas de retard de paiement.
- Si (i) la Société a enregistré, avec le Client, au cours de l'année précédente, un chiffre d'affaires total de plus de 200 000 euros hors taxes ou supérieur à quatre fois le(s) Chiffre(s) d'Affaires minimum de toutes les marques de la Société commercialisées par le Client applicable(s) pour l'année civile précédente et si (ii) aucun retard de règlement n'est intervenu pendant la même période, un délai de 60 jours date de facture, net sans escompte lui sera accordé. Pour tout retard de paiement, le délai de 60 jours sera ramené à 45 jours date de facture, sans préjudice de la possibilité d'appliquer les stipulations prévues ci-dessus en cas d'incident de paiement.

### Incidents de paiement :

Toute échéance non respectée dans les délais prévus à l'émission de la facture entrainera la possibilité pour la Société de suspendre ses livraisons ultérieures jusqu'au paiement des sommes dues, et de ramener le délai de paiement à 30 jours ou au comptant pour une durée minimale de 6 mois, sans préjudice de la perception (i) de pénalités de retard calculées sur la base de 3 fois le taux d'intérêt légal en vigueur à la date de la facture, sur le montant T.T.C. de la facture, et (ii) de frais d'impayés d'un montant forfaitaire de 40 euros.

Le défaut de paiement d'un seul effet ou d'une seule facture à son échéance, ou la résiliation du Contrat pour non-respect de ses obligations par le Client, rend immédiatement exigible, de plein droit et sans mise en demeure, toute créance même non encore échue, à l'exception des pénalités de retard. Tout recouvrement par voie de contentieux donnera lieu à la facturation de tous les frais et intérêts de retard.

### VII. IMPOSSIBILITE D'EXECUTION

La Société est libérée de ses obligations en cas de force majeure (telle que définie par la loi et la jurisprudence françaises) et/ou cas fortuit. A ce titre, la Société est notamment libérée en raison de faits en dehors de son contrôle tels que grèves(s), arrêt(s) et accident(s) de machines, difficulté(s) d'approvisionnement, en ce compris pénuries de matières premières, défaillance(s) de ses fournisseurs, interruption(s) des transports, cyber attaques, incendie(s), intempérie(s)... La Société se réserve par ailleurs la possibilité de suspendre l'exécution de ses obligations en cas d'inexécution ou de risque d'inexécution par le Client de ses propres obligations.

### VIII. ROTATION DES STOCKS

Afin de préserver l'image et la notoriété des marques distribuées par la Société, ainsi que la qualité et la performance des Produits, le Client s'oblige à vendre les Produits au fur et à mesure de leur livraison.

### IX. STOCKAGE ET PRESENTATION DES PRODUITS

Les Produits ne peuvent être présentés, vendus ou remis au consommateur que dans les conditions prévues au Contrat. La responsabilité de la Société ne pourrait être engagée dans le cas où les Produits vendus auraient été entreposés dans des conditions anormales ou incompatibles avec leur nature. A ce titre, le Client s'engage à respecter les exigences spécifiques requises en matière de stockage et de transport concernant chacun des Produits, notamment au regard des températures maximales et minimales de stockage. Il est rappelé que les Produits ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'un reconditionnement à des fins d'échantillonnage. De même, il est rappelé que les échantillons sont et restent la propriété de la Société.

### X. CLAUSE DE RESERVE DE PROPRIETE

**Conformément à l'article L624-11 alinéa 2 in fine du Code du commerce et aux articles 2367 et suivants du Code civil, il est expressément convenu, avec le Client, que le transfert de la propriété des Produits est suspendu jusqu'au complet paiement du prix et de ses accessoires. Le Client accepte de se soumettre à la loi n°80-335 du 12/05/80. A ce titre, le Client prendra sous sa responsabilité toutes mesures de nature à préserver les droits et intérêts de la Société.**

Le Client s'oblige à permettre à tout moment l'identification et la revendication des Produits, étant convenu que les Produits en stock sont réputés correspondre aux Produits impayés conformément à l'article 2369 du Code civil.

### XI. CLAUSE RESOLUTOIRE

Fait pour le Client de soumettre immédiatement des sommes dues, toutes les ventes que la Société avait conclues avec lui, même celles dont les règlements ne seraient pas encore échus et qui n'auraient pas encore été payées, se trouveront de plein droit résolues vingt-quatre heures après une mise en demeure par lettre recommandée demeurée sans effet, l'informant de la volonté de la Société de se prévaloir de la présente clause. De convention expresse, la Société sera en droit d'exiger la restitution des Produits aux frais du Client.

Dans ce cas de résolution, la Société aura droit, en outre, à une indemnité fixée forfaitairement et définitivement à 15 % des sommes restant dues sur les ventes résolues.

### XII. REVENTE DES PRODUITS

Le Client s'engage à revendre les Produits conformément aux conditions prévues au Contrat, lesquelles sont rappelées aux Conditions Générales de Vente.

### XIII. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Dans le cadre de la revente des Produits, en tant que distributeur agréé de tout ou partie des marques de la Société et uniquement afin d'assurer la promotion et la publicité des Produits, le Client est autorisé à reproduire en tout ou en partie et à utiliser les marques, photographies, visuels, dessins, modèles, slogans et plus généralement tout élément attaché aux Produits et protégé par un droit de propriété intellectuelle ou droit à l'image (ci-après les « Eléments ») dont la Société reste seule titulaire. Toutefois, il est rappelé que l'étendue des droits de propriété intellectuelle ou droit à l'image peut varier. C'est pourquoi le Client doit se rapprocher de la Société s'il envisage l'utilisation d'un Elément comportant des droits à l'image. Le Client s'engage à toujours agir de façon loyale à l'égard de la Société et, à ce titre, à utiliser les Eléments dans le respect de l'autorisation accordée par la Société telle que précitée, et plus généralement du Contrat. Ainsi, le Client s'engage notamment à ne pas dénigrer les Eléments et plus généralement les Produits, et à ne pas commettre d'acte de contrefaçon, concurrence déloyale et/ou parasitaire. Le Client s'engage à toujours utiliser les derniers Eléments relatifs aux Produits tels que mis à sa disposition par la Société, si besoin en sollicitant confirmation auprès des équipes de la Société. Une manière générale, la Société se réserve un droit de regard sur l'utilisation que le Client fera des Eléments et, à ce titre, pourra refuser ou exiger du Client l'arrêt immédiat de toute utilisation qu'elle jugerait non conforme à l'autorisation précitée et/ou au Contrat.

### XIV. CONFIDENTIALITE

Les présentes Conditions Générales de Vente et plus largement toutes informations ou tous documents échangés avec le Client ont un caractère strictement confidentiel, tant pendant la durée de la relation commerciale que cinq (5) ans après sa fin.

### XV. ETHIQUE ET CONFORMITE

Chaque des parties déclare respecter, tant dans l'esprit que dans la lettre, l'ensemble des lois qui lui sont applicables concernant l'hygiène et la sécurité, le droit du travail, la protection de l'environnement, la lutte contre la corruption, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, la protection des données personnelles, la fiscalité, la transparence financière et extra-financière, la concurrence et les sanctions économiques internationales.

A cet égard, le Client déclare en particulier (tant pour lui-même que pour les sociétés qu'il contrôle) :

- qu'il respecte les obligations sociales et fiscales afférentes à son activité et s'interdit tout recours au travail dissimulé. Il s'engage à fournir à la Société les documents dont la communication est obligatoire conformément à la législation sociale en vigueur ;
- qu'il ne fait l'objet d'aucune sanction économique, (ii) qu'il n'enfreint pas les embargos internationaux applicables dans le cadre de son activité, et (iii) qu'il ne fait pas l'objet de poursuites ou d'investigations pour violation des embargos internationaux ;
- qu'il respecte et protège les données personnelles en vigueur s'agissant de la protection des données personnelles afin notamment d'assurer leur sécurité et préserver leur confidentialité au regard de la nature des données et des risques présentés par leur traitement. Le Client est informé que les données personnelles le concernant recueillies par la Société pourront être communiquées afin (i) de permettre la bonne gestion des relations contractuelles, à l'ensemble des services du Groupe auquel la Société appartient et des entreprises tierces en lien avec l'exécution des relations contractuelles, et (ii) afin de satisfaire, le cas échéant, aux obligations légales et réglementaires et/ou à la demande d'une administration ou d'une autorité judiciaire ;
- le cas échéant, qu'il respecte les termes de la loi n° 2017-399 du 27 mars 2017.

Le Client s'engage à respecter la politique de L'Oréal de prévention de la corruption, disponible sur le site internet de L'Oréal et dont il reconnaît avoir pris connaissance.

Le Client s'engage à satisfaire toute demande d'information raisonnable de la part de la Société (ou d'une entité mandatée par la Société) visant à s'assurer du respect des stipulations qu'il précède.

En cas de violation des stipulations de la présente clause ou si le nom du Client (ou d'un de ses dirigeants ou actionnaires principaux) devait être associé à un manquement quelconque à la probité, la Société pourra, de plein droit, cesser la relation commerciale avec le Client et mettre un terme au Contrat avec effet immédié et sans que le Client puisse prétendre au versement de quelque indemnité que ce soit.

### XVI. SUBSTITUTION

Les présentes Conditions Générales de Vente annulent et remplacent tout précédent document de quelque nature que ce soit ayant été échangé entre les parties pour l'objet des présentes.

### XVII. CESSION – TRANSFERT

La Société pourra librement céder ou transférer - sans que le consentement ou l'intervention du Client ne soit requis - le Contrat et plus largement la relation d'affaires avec le Client, notamment dans le cadre d'une opération de fusion, apport partiel d'actifs, cession de fonds de commerce ou location-gérance (ci-après « l'Opération »), et ce dès lors que l'Opération sera effectuée au profit de l'une des filiales du Groupe auquel appartient la Société. Dans un tel cas, le Client en sera informé par tous moyens dans les meilleurs délais à compter de la réalisation de l'Opération.

### XVIII. LOI APPLICABLE ET CLAUSE ATTRIBUTIVE DE COMPETENCE

Les présentes Conditions Générales de Vente sont soumises au droit français. POUR TOUTE CONTTESTATION QUI NE POURRAIT ETRE RESOLUE A L'AMABLE, LES PARTIES DONNENT COMPETENCE EXCLUSIVE AU TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS, MEME EN CAS D'APPEL EN GARANTIE OU DE LURALITES DE DEFENDEURS.

\* C'est à-dire le Chiffre d'Affaires réalisé par la Société pour l'ensemble des marques de la Société qu'il commercialise